



Assemblée générale

Distr. limitée
5 octobre 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

**Commission des questions politiques
spéciales et de la décolonisation
(Quatrième Commission)**

Point 48 de l'ordre du jour

**Coopération internationale touchant les utilisations
pacifiques de l'espace**

Fédération de Russie : projet de résolution

Les technologies spatiales au service de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions [1348 \(XIII\)](#) du 13 décembre 1958, [1472 A \(XIV\)](#) du 12 décembre 1959, [2222 \(XXI\)](#) du 19 décembre 1966, [51/122](#) du 13 décembre 1996, [76/3](#) du 25 octobre 2021, [77/121](#) du 12 décembre 2022, [77/251](#) du 30 décembre 2022 et ses autres résolutions sur la question,

Notant qu'il est de l'intérêt de l'humanité tout entière d'encourager et de développer à des fins pacifiques l'exploration et l'utilisation de l'espace, patrimoine de l'humanité tout entière, conformément aux dispositions du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies et du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes¹,

Sachant que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique devraient s'effectuer pour le bien de tous les peuples, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique,

Notant la contribution des technologies spatiales à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030², y compris l'application de sa résolution [76/3](#), intitulée « Le programme "Espace 2030" : l'espace comme moteur du développement durable »,

Consciente qu'il importe de poursuivre l'examen des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales et de leur application,

Notant l'intérêt que porte la communauté internationale à la prise en compte des risques émergents qui pèsent sur la viabilité à long terme des activités spatiales, et

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 610, n° 8843.

² Résolution [70/1](#).



réaffirmant qu'il faut veiller à ce que les systèmes, technologies et services spatiaux civils ne soient utilisés qu'aux fins pacifiques auxquelles ils sont destinés,

Constatant qu'il importe d'élaborer des stratégies universelles pour l'échange international d'informations sur la situation dans l'espace afin d'améliorer la sécurité des opérations spatiales,

Soulignant le rôle joué par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, son sous-comité scientifique et technique et son sous-comité juridique, notamment leurs travaux visant à accroître la transparence et la confiance entre les États, qui contribuent à l'exploration et à l'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques,

Se félicitant de l'adoption par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, en 2019, des Lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, qui figurent à l'annexe II du rapport du Comité³ et dont l'application peut avoir un effet positif sur la paix et la sécurité internationales,

Notant les activités en cours du Groupe de travail sur la viabilité à long terme des activités spatiales du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique,

1. *Recommande* que les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les États Membres favorisent l'égalité d'accès de tous les États aux technologies spatiales sans discrimination ;

2. *Recommande également* que les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les États Membres assurent une coordination efficace dans tous les aspects clés des activités spatiales afin de promouvoir la coopération et la compréhension internationales ;

3. *Encourage* le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat, agissant dans les limites de son mandat et de ses ressources, à continuer de promouvoir efficacement la coopération entre les États, en particulier ceux dotés d'importantes capacités spatiales et les pays en développement, afin d'élargir l'accès aux technologies spatiales ;

4. *Se félicite*, à cet égard, des activités menées par le Bureau pour accroître le rôle des femmes et des jeunes dans l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques grâce à un renforcement ciblé des capacités et à des conseils techniques, notamment en ce qui concerne la sécurité des opérations spatiales et les mesures de transparence et de confiance dans les activités spatiales ;

5. *Considère* que les technologies spatiales devraient être utilisées pour l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser la coopération et la compréhension internationales ;

6. *Exhorte*, à cette fin, tous les États Membres, en particulier ceux qui disposent d'importantes capacités spatiales, à s'employer activement à promouvoir la coopération internationale en vue d'instaurer la confiance et de faire progresser l'exploration et l'utilisation de l'espace et des technologies spatiales à des fins pacifiques ;

7. *Encourage* tous les États Membres, en particulier ceux qui disposent d'importantes capacités spatiales, ainsi que les organisations intergouvernementales et le secteur privé, à s'abstenir de mener des activités qui pourraient nuire au milieu

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatorzième session, Supplément n° 20 (A/74/20).

spatial ou susciter les préoccupations d'autres parties prenantes quant à l'utilisation de systèmes, technologies et services spatiaux civils à des fins autres que les fins pacifiques auxquelles ils sont destinés ;

8. *Demande instamment* à tous les États parties au Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, de se conformer strictement à l'article VI et, en particulier, d'assumer la responsabilité internationale des activités nationales dans l'espace, qu'elles soient menées par des organes gouvernementaux ou des entités non gouvernementales ; réaffirme qu'en cas d'activités spatiales poursuivies par une organisation internationale, la responsabilité en incombe à la fois à l'organisation internationale elle-même et aux États parties au Traité qui font partie de ladite organisation ;

9. *Propose* que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, dans le cadre de son mandat, continue d'étudier de près la sécurité des opérations spatiales et les questions connexes qui peuvent être utiles pour la viabilité à long terme des activités spatiales ;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dix-neuvième session, au titre de la question intitulée « Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace », la question subsidiaire intitulée « les technologies spatiales au service de la paix ».
